



DÉLIBÉRATION N° DEL-038-2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DE LA SÉANCE DU 10 AVRIL 2025 A 18H30

dans la salle culturelle et de séminaire de la Halle au Blé à Altkirch

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 4 avril 2025.

Étaient présents : (62)

Mesdames et Messieurs, Christophe ANTONY, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Anne-Marie BIANCOTTI, Doris BRUGGER, Bernard BUBENDORF, Nathalie BUCHER, Danielle BUHLER, Jean-Pierre BUISSON, Jean-Claude COLIN, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Jean-Claude EGGENSPILLER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Sylvain GABRIEL, Serge GAISSER, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Eric GUTZWILLER, Agnès HARNIST, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Georges HEIM, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER, André LEHMES, Michel LERCH, Agnès LORENTZ, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA, Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Isabelle PI-JOCQUEL, Gérard RENGGLI, Régine RENTZ, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Fabien SCHOENIG, Raphaël SCHMIDLIN, Georges SCHOLL, Gilbert SORROLDONI, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Patrick STEMMELIN, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, Philippe WAHL, François WALCH, Hervé WALTER, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Madame Danielle CORDIER et Monsieur Michel PFLIEGER.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (13)

Madame Danièle BACH a donné procuration à Monsieur Matthieu HECKLEN,
Monsieur Pierre BLIND a donné procuration à Monsieur Paul STOFFEL,
Monsieur Bernard FANKHAUSER a donné procuration à Madame Agnès LORENTZ,
Madame Delphine FELLMANN a donné procuration à Madame Estelle MIRANDA-SIEVERT,
Madame Ginette HELL a donné procuration à Monsieur Jean ZURBACH,
Madame Rita HELL a donné procuration à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,
Madame Véronique LIDIN a donné procuration à Monsieur Rémi SPILLMANN,
Monsieur Christophe LOUYOT a donné procuration à Monsieur Christian GRIENENBERGER,
Monsieur Jean-Claude SCHIELIN a donné procuration à Madame Eliane OSINSKI,
Monsieur Christophe SENGELIN a donné procuration à Monsieur Dominique SPRINGINSFELD,
Madame Céline STEVANOVIC a donné procuration à Monsieur Fabien SCHOENIG,
Madame Marielle THOMANN a donné procuration à Monsieur Fabien ITTY,
Monsieur Jean WEISENHORN a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER.

Étaient excusés sans représentation : (6)

Madame Isabelle STEFFAN et Messieurs François COHENDET, Germain GOEPFERT, Gérard GROELLY, Christian LERDUNG, Philippe RUFI.

Étaient non excusés : (8)

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Jean-Marie FREUDENBERGER, Annick GROELLY, Stéphanie KELLER, Didier LEMAIRE, Nathalie SINGHOFF.

AVIS SUR LE PROJET D'ARRETE ET L'ETUDE REGLEMENTAIRE CONCERNANT LA ZONE A FAIBLES EMISSIONS DE L'AGGLOMERATION MULHOUSIENNE
--

Nombre de conseillers

En exercice : 89 – Présents : 62 – Procurations : 13 – Absents : 14 – Exclus : 0

Le Président rappelle qu'en raison de la loi Climat Résilience du 22 août 2021, (article 119), l'Agglomération de Mulhouse est dans l'obligation d'instaurer une « Zone à Faibles Emissions mobilité » (ZFE-m) en vue de réduire les émissions de polluants locaux.

La démarche engagée par Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) en 2022 en partenariat avec les acteurs du territoire se traduira par l'instauration d'une ZFE au 1^{er} janvier 2026 après délibération du Conseil d'Agglomération de juin 2025. Avant cette décision d'instauration, le projet de ZFE-m doit être soumis pour avis aux Personnes Publiques Associées dont fait partie la Communauté de Communes Sundgau.

Soucieuse de cet enjeu fort de santé publique, m2A a, depuis 2022, d'une part, mené des études sur la qualité de l'air en partenariat avec ATMO Grand Est et la Collectivité européenne d'Alsace pour analyser et objectiver la situation sur le Haut-Rhin et plus particulièrement m2A et d'autre part, engagé une phase de co-construction avec les acteurs du territoire, notamment économiques, représentants de la société civile (CDD) et collectivités voisines de m2A.

Il ressort de ces études que :

- La qualité de l'air constitue un réel enjeu sanitaire à une échelle qui dépasse très largement la seule m2A et dont les réponses sont donc à construire à celle du Sud-Alsace ;
- Concernant la pollution au dioxyde d'azote, les efforts réalisés par tous pour renouveler les anciens véhicules par des véhicules plus propres et décarbonés, comme les actions déjà engagées par les collectivités en faveur de pratiques de déplacement plus durables (développement de l'offre en transports collectifs, extension des pistes cyclables, location de vélos électriques, déploiement d'un réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques, etc.), permettront d'ici 2033 dans l'agglomération mulhousienne, de passer de 75% de personnes exposées à des concentrations de dioxyde d'azote supérieures aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé, à 3% (de 44% à 1% à l'échelle du Haut-Rhin) ; instaurer une ZFE avec des restrictions fortes sur les véhicules diesel particuliers n'apporterait donc pas de plus-value sanitaire et générerait des impacts pour les populations les plus modestes ;
- Concernant la pollution aux particules fines, 100% des habitants de l'agglomération et du Haut-Rhin sont actuellement exposés à des concentrations supérieures aux recommandations, avec une évolution peu favorable à l'horizon 2033, quel que soit le projet de ZFE simulé par ATMO Grand Est. Ce polluant est le plus nocif. Le nombre de décès prématurés liés aux particules fines est actuellement estimé à 40.000 personnes en France. La principale source d'émission de particules fines dans le Haut-Rhin est le secteur résidentiel et en particulier le chauffage au bois. Agir plus globalement et de manière plus transversale devient dès lors une nécessité.

Face à ces constats, pour agir globalement de manière cohérente, Mulhouse Alsace Agglomération propose un Plan Air-Santé associant 3 composantes :

- Un projet de ZFE restreignant la circulation dans le périmètre de m2A des seuls véhicules « professionnels » les plus polluants à savoir les poids lourds et les véhicules utilitaires légers les plus anciens, « non classés » par le certificat qualité de l'air (Crit'Air) ; aucune restriction ne s'imposera donc aux véhicules particuliers ;

- Des actions ciblées autour des poches résiduelles de pollution au dioxyde d'azote, à savoir le long des autoroutes et au centre-ville de Mulhouse :
 - Poursuite des efforts en matière de mobilités douces en centre-ville de Mulhouse et de transport en commun notamment
 - Sollicitation de la réduction de la limitation de vitesse sur les axes autoroutiers principaux (A36, A35, RD1066 et D430). En effet, une réduction des vitesses de 20 km/h entraînerait une diminution des émissions d'oxyde d'azote de l'ordre de 25 % pour les véhicules légers
- Une charte d'engagement pour la qualité de l'air dans le Haut-Rhin, en partenariat avec les intercommunalités du Haut-Rhin, les chambres consulaires et les représentants des partenaires économiques. Une charte engageante et pragmatique autour de trois axes : la promotion des véhicules les moins émissifs, l'accompagnement au changement des pratiques de mobilité et la sensibilisation des particuliers aux bonnes pratiques pour se chauffer au bois et moins polluer.

Lors de sa réunion du 3 avril dernier, le Bureau a émis un favorable.

Le Conseil de la Communauté de Communes,

VU le code général des collectivités, notamment son article L2213-4-1 ;

VU l'avis favorable du Bureau du 3 avril 2025 ;

Après en avoir délibéré par 51 voix pour, 18 contre et 6 absentions,

EMET un avis favorable au projet d'arrêté et de l'étude réglementaire concernant la zone à faibles émissions de Mulhouse Alsace Agglomération.

Pour extrait conforme
Altkirch, le 11 avril 2025
Le Président
Gilles FREMIOT

